

# NPA

*l'Anticapitaliste*

2005-2025



**DES VIOLENCES D'ÉTAT,  
RACISTES **ET** COLONIALES**

# ZYED ET BOUNA,

## VINGT ANS APRÈS,

## ON N'OUBLIE PAS

**C**lichy-sous-Bois, 27 octobre 2005. Scénario raciste typique depuis les années 1980 en France : un voisin « vigilant » dénonce à la police la présence de jeunes aux abords d'un chantier. La BAC débarque, sirènes hurlantes, et cible le groupe de jeunes qui rentrent du foot. C'est un soir de Ramadan. À l'arrivée de la police, les adolescents craignent un énième contrôle humiliant, qui leur ferait rater la rupture du jeûne en famille. Alors qu'ils n'ont rien à se reprocher, ils prennent la fuite. Poursuivis par la police, ils entrent dans l'enceinte d'un poste EDF. Trois des enfants se réfugient dans un transformateur électrique : Zyed Benna (17 ans) et Bouna Traoré (15 ans) périssent électrocutés, tandis que le troisième, Muhittin Altun (17 ans), est gravement brûlé.

Nous voulons la justice, la dignité et la fin de l'impunité pour la police. Nos pensées vont à la famille et aux proches de Zyed, Bouna et aussi Muhittin. On n'oublie pas, on ne pardonne pas !

Le soir de l'annonce de la mort de

Zyed et Bouna, des affrontements opposent des jeunes de Clichy à la police. C'est le prélude aux plus importantes révoltes urbaines de l'histoire récente de la France. Ces révoltes vont se propager dans tout le pays. L'état d'urgence est proclamé par Jacques Chirac, alors président de la République, dans un grand élan d'union sacrée, pour pacifier des quartiers populaires qualifiés de « zones de non-droit ». Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, a multiplié les provocations. En juin 2005, il débarquait à La Courneuve et parlait de « *nettoyer la banlieue au Kärcher* ». Le 25 octobre 2005, pris à partie par des habitant-es lors d'un déplacement à Argenteuil, il déclare : « *Vous en avez marre de ces racailles ? On va vous en débarrasser* ».

Les révoltes font plusieurs dizaines de blessés, des centaines d'arrestations et conduisent à une répression judiciaire brutale et expéditive. Les policiers responsables de la mort de Zyed et Bouna seront, eux, relaxés après des années de procédure.

## LA POLICE IMPUNIE

Depuis 2005, plusieurs révoltes urbaines ont eu lieu, selon le même schéma, en réponse aux violences policières et aux meurtres commis par la police. Elles ne sont pas qu'un accès de colère spontanée : c'est l'ordre racial et social qu'elles contestent.

En 2023, les révoltes qui ont embrasé la jeunesse sur tout le territoire, à la suite du meurtre de Nahel, étaient à la fois un défi lancé aux forces de l'ordre et l'occasion de pillages qui ont représenté une forme très immédiate de rupture avec la distribution capitaliste des biens. Les révoltes urbaines sont un réflexe de mobilisation et d'affirmation d'une conscience de classe unie de la jeunesse contre l'ordre policier.

Depuis 2005, le discours dit « d'ordre républicain » sur l'insécurité et l'identité nationale s'est banalisé, y compris à gauche. Il a contribué à normaliser les thématiques de l'extrême droite, au

point de l'amener aux portes du pouvoir.

Pour autant, la solution majoritaire aux violences racistes reste celle promue par l'idéologie dominante : la normalisation et l'assimilation, la recherche de "respectabilité" et d'une ascension sociale. La distinction d'un profil « respectable » et un profil délinquant parmi les personnes racialisées clive les classes populaires en s'appuyant sur des valeurs « traditionnelles » comme le travail et l'effort, par opposition à l'illégalisme. Cette distinction n'est que la version racialisée de l'idéologie méritocratique sur laquelle repose la République.

Unitaires et révolutionnaires, nous appelons à la construction de cadres unitaires de lutte contre l'ordre policier et racial, associés à une critique plus générale du capitalisme qui l'engendre.



**STOPPONS LES  
VIOLENCES POLICIÈRES**

# ABOLIR LA POLICE ?

Lorsqu'on parle de la police, on a l'impression qu'elle a toujours existé et que l'humanité a impérativement besoin des policiers : sans elle, le monde ne serait que chaos, « anarchie ».

## QUE FAIT LA POLICE ?

La police, c'est un groupe de personnes, majoritairement des hommes, à qui l'État délègue la légitimité de l'usage de la force pour le contrôle des corps, et en premier lieu de celles et ceux considérés comme indésirables. Elle est l'incarnation de la violence de l'État et de son usage légal et légitime de la force contre les populations. Bras armé de la classe dirigeante, la police est aussi un instrument idéologique qui participe à faire croire que la vie en communauté est affaire de régulation de la violence, de contrôle, et non de coopération. En réalité, la police sert à protéger la propriété privée capitaliste, bien avant la population.

La police porte la domination de la classe capitaliste et la violence de l'État. Aujourd'hui, on assiste à une extension de la domination du pouvoir policier dans de multiples aspects des relations et interactions sociales, dès lors qu'elles peuvent devenir conflictuelles. Elle impose un règlement des conflits régi par le droit bourgeois, qui protège d'abord la propriété capitaliste et pénalise les comportements considérés comme « déviants ».

Afin de maintenir les taux de profit élevés

des capitalistes, la force leur est nécessaire. Ils abandonnent les services publics, qui ne leur rapportent rien car ils sont hors de la sphère marchande, en particulier dans les quartiers populaires et les zones rurales, tandis que les budgets militaires et à destination des forces de répression augmentent.

La police sert à protéger l'ordre capitaliste dans sa globalité : social, racial et patriarcal.

## PEUT-ON FAIRE SANS LA POLICE ?

Sur un certain nombre de missions, il n'est pas utile d'avoir des policiers. Nous sommes convaincu-es qu'il n'y a pas besoin d'encadrement de la police pour contrôler une manifestation. Il n'est pas nécessaire d'avoir des policiers armés pour gérer la circulation. La technique de contrôle d'identité, qui est un contrôle raciste, est aussi une technique de répression qui n'a pas d'utilité sociale et qui devrait être interdite, tout comme la vérification des titres de séjour.

La quasi-totalité des missions actuelles de la police sont très loin de celles que, d'habitude, on évoque pour justifier son existence : celles qu'on voit dans les films, qui consistent à trouver les coupables de crimes et à arrêter les criminels d'actions violentes. En pratique, la police arrête peu de « vrais » criminels et criminalise de nombreux faits sociaux.

La conviction qu'on ne peut pas

se passer de la police est largement partagée. Ce point de vue repose, d'une part, sur la peur entretenue dans tous les médias, de la violence de la société, par l'instrumentalisation des faits divers et leur racialisation. D'autre part, cette peur trouve sa base matérielle dans la crainte du déclassement, parmi les classes petite-bourgeoises et moyennes. C'est par la mise en scène de l'incivilité, voire de l'« ensauvagement » des couches sociales pauvres, que se légitime la répression. Ces « craintes » de classe et racistes forment la base de l'accord global sur la nécessité de la police dans toute la société, y compris à gauche. Elles engendrent une tendance à revendiquer une police « républicaine », niant la fonction de la police dans un État au service des classes dominantes. Une police républicaine, bienveillante, de proximité, n'a aucun sens dans le monde capitaliste.

## UN MONDE SANS POLICE !

Nous pensons qu'un monde sans police est possible. D'une part parce qu'elle empêche l'émancipation et l'organisation de la contestation, mais aussi parce qu'elle reproduit les schémas de domination et permet leur maintien.

Aux États-Unis, la revendication de l'abolition de la police a été popularisée par le mouvement « Black Lives Matter » à la suite du meurtre de George Floyd en 2020, avec l'expérience de plusieurs décennies de violences policières brutales et étatiques sur les populations noires. Pour y parvenir, le mouvement a mis en avant des mesures immédiates transposables à la France :

- **Affaiblir la police** : en luttant pour la baisse des financements du budget du ministère de l'Intérieur, en s'opposant à la construction de commissariats, aux campagnes de recrutement,

- **Désarmer la police** : il faut lutter contre le suréquipement et la militarisation du maintien de l'ordre,

- **Démanteler la police** : la suppression du corps policier qui opprime la population et principalement les populations racisées jeunes.

## UN OUTIL AU SERVICE DES EXTRÊMES DROITES

Le contexte global de prise de pouvoir des extrêmes droites dans le monde et en Europe fait de la police un enjeu majeur : elle relaie et concrétise les politiques racistes. En France, la fascisation est avancée : avec une nette majorité des personnels des forces de l'ordre actives qui votent à l'extrême droite et un exécutif qui bascule progressivement vers l'inclusion du RN, cette même police serait un outil pour les fascistes au pouvoir. Il faut donc poser, plus généralement, l'objectif d'une alternative permanente à la police.

Dans tous les processus d'auto-organisation, nous apprenons à gérer des comportements abusifs ou violents. La pression sociale permet de limiter et de contrôler certains comportements à risque ou dangereux, pour les personnes et même pour la société, mais également d'envisager leur réforme et la réparation. Cette gestion doit s'organiser de manière collective, démocratique et inclusive.

# MUNICIPALE OU NATIONALE, LA POLICE EST COLONIALE !

**L**a police française a un héritage lourd et conserve des idéologies, des structures et des pratiques de la période coloniale, qui se manifestent à travers le racisme systémique et les violences policières ciblant particulièrement les populations issues des anciennes colonies.

## RECYCLAGE DES ORDURES

La colonialité du pouvoir, c'est d'abord des transferts très concrets d'expériences racistes et racialisantes. Pendant toute la période coloniale, les allers-retours des militaires, préfets ou commissaires entre la métropole et les colonies ont permis d'importer les techniques de contrôle des corps colonisés.

Le général Bugeaud, qui participe à écraser les journées révolutionnaires de 1834 à Paris, est aussi l'homme des « enfumades », les massacres de civils asphyxiés dans les grottes où ils étaient réfugiés, lors de la conquête de l'Algérie.

Maurice Papon, préfet sous Vichy et organisateur de la déportation des Juif-ves bordelais-es, a également été préfet en Algérie puis à Paris et responsable du massacre du 17 octobre 1961.

Pierre Bolotte, administrateur de Vichy, envoyé en Indochine, est préfet

en Guadeloupe lors des massacres de 1967. Revenu en France, il est nommé préfet de Seine-Saint-Denis, où il crée la Brigade anticriminalité (BAC) en 1971. La BAC est généralisée sur tout le territoire en 1994 par Charles Pasqua. Elle constitue aujourd'hui le principal élément d'interaction entre l'État et les populations des quartiers populaires, après la suppression de presque tous les services publics.

## DES RÉPRESSIONS COLONIALES À LA BAC ET LA BRAV-M

Des corps spéciaux comme la BAC ou la BRAV-M ont pour objectif de mater les corps non blancs dans les quartiers populaires, surtout dans l'espace public, se balader dans en ville sans être contrôlé est un challenge pour un-e jeune des quartiers populaires : à âge égal et tenue vestimentaire équivalente, un Arabe a sept fois plus de chances de se faire contrôler, et c'est dix fois plus pour un Noir, par rapport à une personne perçue comme blanche. Cette stratégie est une des manières d'organiser la ségrégation spatiale.

Les contrôles d'identité dans les quartiers ont la même visée : tout en mettant en évidence un « doute »

légitime sur l'appartenance nationale des habitant-es, le harcèlement policier transforme l'ordre public en « espace de pression » qui permet tous les « dérapages » possibles.

Ce type de gestion des populations trouve sa source dans l'histoire coloniale de la France. Les quartiers populaires sont vus comme des espaces périphériques à la société ; ils subissent les mêmes stratégies de tension permanente, de méthodes contre-insurrectionnelles et de « pacification ». La répression policière coloniale, voire militaire, dans les territoires colonisés dits « d'outre-mer » n'a jamais cessé : de la Kanaky en passant par la Guadeloupe, la Martinique, jusqu'à Mayotte et la Guyane. Des colonies aux quartiers populaires de métropole, ce sont des politiques raciales de répression qui sont à l'œuvre.

Comme pour les luttes anticoloniales, les révoltes des quartiers populaires sont des contestations directes de la domination capitaliste et impériale, à l'intérieur comme à l'extérieur.

## LA POLICE TUE

Il ne s'agit pas d'un slogan mais d'une réalité brutale. La police tue des dizaines de personnes chaque année. Si la question des violences policières s'est imposée dans le débat public, si le vocabulaire a évolué et qu'on ne parle plus de « bavures » mais bien de « violences policières », l'État, lui, persiste à nier leur existence.

Les jeunes racisé-es et des quartiers populaires sont surreprésenté-es parmi les personnes tuées par la police, et ce n'est pas nouveau. Depuis plus de vingt ans, on peut, de mémoire, citer des noms : Adama, Zyed, Bouna, Ababacar, Ali, Kylian, Nahel, Alhoussein, Zyneb, Amin, Mohamed, Jawad... Depuis trente ans avec Makomé (tué en 1993 d'une balle dans la tête à bout portant dans un commissariat) et presque quarante ans avec Malik Oussékine, battu à mort par les « voltigeurs » en marge d'une manifestation étudiante en 1986.

Entre 1977 et 2022, 861 personnes ont été tuées consécutivement à l'action des forces de l'ordre.

## PLUS DE DROITS POUR LA POLICE ET LA GENDARMERIE

La loi Cazeneuve de 2017, qui autorise les policiers et gendarmes à tirer en cas de refus d'obtempérer, a conduit à des drames à répétition, dont la mort de Nahel à Nanterre en 2023. L'année 2024 a été la plus meurtrière depuis au moins quinze ans.

Dans les zones rurales, c'est la gendarmerie qui est à l'œuvre, et c'est aussi selon une logique raciale qu'elle intervient. Les victimes sont souvent des jeunes hommes de la communauté des gens du voyage, avec un antitsiganisme complètement décomplexé, dans les médias et les discours politiques : Angelo Garand en 2017, Maïcky Loerch à Toulouse en 2024.

Les résistances s'organisent autour

des familles de victimes, dans les collectifs Justice et vérité, qui permettent de visibiliser les mort-es et de contester l'impunité de la police.

La continuité entre les opérations du quotidien et les opérations spécifiques dites de maintien de l'ordre est de plus en plus grande, en raison de la place croissante des corps spéciaux dans le maintien de l'ordre et de la militarisation de la police : armes automatiques, grenades de guerre et engins blindés. Elles ont tué Rémi Fraisse à Sivens en 2017, et elles ont mutilé largement pendant le mouvement des Gilets jaunes en 2018.

## NOS REVENDICATIONS

Désarmer une police organisée, qui considère une partie de la population comme un ennemi intérieur et traque les personnes désignées comme étrangères, c'est une nécessité.

Nous dénonçons le soutien accordé par les institutions face aux violences

policières : déni et appui de la part de l'État, enquêtes bâclées, voire inexistantes, classées sans suite, non-lieux... La police bénéficie d'une impunité judiciaire, d'une bienveillance administrative et d'une couverture médiatique très favorable. Le policier qui a tué Nahel a bénéficié d'une cagnotte qui l'a rendu millionnaire. Il est sorti de prison en attente de son jugement.

Malgré les témoignages de violences, d'abus, de conversations racistes, malgré les condamnations de la Cour européenne des droits de l'homme, l'État continue en pratique de soutenir la présomption de légitime défense pour les policiers, dont des syndicats revendiquent l'officialisation et la garantie par la loi.

Pour lutter contre l'ordre policier et la fascisation nous proposons l'affaiblissement et le désarmement de la police. Nous nous opposons à sa part de plus en plus importante dans le budget de l'État.

## CONTRE L'ORDRE POLICIER ET RACISTE, NOUS VOULONS :

- l'abrogation des lois sécuritaires, en priorité la loi Cazeneuve sur le refus d'obtempérer ;
- la fin des contrôles d'identité racistes / au faciès et de la « politique du chiffre » ;
- le désarmement de la police au contact de la population ;
- la dissolution de la BAC et de tous les corps spéciaux de répression (CI, CSI, BRAV-M) ;
- l'interdiction du LBD ;
- l'interdiction de l'utilisation d'armes de guerre pour le maintien de l'ordre (grenades de désencerclement, GM2L) ;
- la réforme de l'IGPN et la fin de l'impunité policière ;
- la réforme du recrutement et de la formation des policier-es ;
- l'abrogation des lois racistes et islamophobes.